

REPONSE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE CONCERNANT LE PARC EOLIEN dit LA CÔTE DES MOULINS

Jean-Louis REMOUIT

Vignes-la-côte le 1^{er} novembre 2022

Le parc éolien de la Côte des Moulins est porté par la SASu CÔTE DES MOULINS siret 814 633 129, inscrite au greffe de Nantes, filiale directe de WKN AG à l'origine, devenue WKN GmbH, société de droit allemand domiciliée à Husum.

Il s'agit d'un projet de parc éolien constitué de 4 éoliennes Nordex N117 de 2 MW dans sa version finale.

Cette réponse à l'enquête publique s'appuie sur un dossier détaillé « parc eolien de la cote du moulin.pdf » où l'on trouvera tout détail et explications ainsi qu'un ensemble d'une vingtaine de fichiers originaux comprenant liasses fiscales, statuts et actes divers indispensables à la vérification des sources.

Note préliminaire

Notre réponse à l'enquête publique en objet contient différentes questions dont certaines sont en rapport avec les éléments fournis dans le dossier d'enquête et d'autres qui concernent des sujets qui ont été omis dans ces mêmes dossiers et qui, à dire d'experts, auraient dû s'y trouver.

Il est d'usage par erreur, dans les enquêtes publiques, de ne pas répondre aux questions supposées hors sujet mais dont on peut démontrer objectivement la pertinence. C'est le cas précisément de certaines de nos questions.

Vous avez l'obligation, M. le Commissaire Enquêteur, de les mentionner dans votre PV de synthèse puis, dans les délais, d'y répondre. Votre réponse peut être personnelle ou, s'il vous manque les connaissances nécessaires, d'en transmettre la demande au pétitionnaire ou à son représentant. Si les délais ne vous permettent pas d'y répondre, il vous appartient de demander une extension des délais.

Devant les nombreux cas de carences ou d'abus observés, constitués aux dépens des participants aux enquêtes publiques, et dans tous les cas d'absence de réponse ou de réponse objectivement hors sujet, nous saisirons personnellement M. le Président du TA de référence qui en a formulé l'organisation.

C'est la raison pour laquelle nous avons disposé dans le premier paragraphe la liste numérotée des questions en évitant les observations que l'enquêteur n'est pas obligé de commenter.

Corrélativement, dans ces mêmes circonstances, nous nous réserverions de demander à Madame la Préfète l'annulation de cette enquête publique en raison de toute défaillance de procédure, y compris dans les réponses, dès avant la publication de son éventuel avis d'autorisation.

FICHIERS JOINTS

Les fichiers joints font partie du fichier principal CE_Cote_des_moulins.pdf

PARC_EOLIEN_DE_LA_COTE_DES_MOULINS.pdf, fichier de référence

acte-WKN_Quaero_PE_Darmannes_2019.pdf

comptes_cote_des_moulins_2020.pdf

historique_kbis_cote_moulins.pdf

Kbis_cote_des_moulins.pdf

liasse_fiscale_cote_des_moulins.pdf

liasse_fiscale_dameraucourt.pdf

liasse_fiscale_ermenonville.pdf

liasse_fiscale_grands_champs.pdf

liasse_fiscale_haie_perron.pdf

liasse_fiscale_lacoutanciere.pdf

liasse_fiscale_longeves.pdf

liasse_fiscale_tardoire.pdf

liasse_fiscale_tournevent.pdf

liasse_fiscale_WKN_France.pdf

statuts&comptes_côte_des_moulins_2020.pdf

statuts_2019_coutanciere.pdf

statuts_2019_haie_perron.pdf

statuts_aire_parc.pdf

statuts_tournevent_du_cos_2019.pdf

vente_dameraucourt_quaero.pdf

wkn_france_statuts_2020.pdf

Questions

Question n°1

Absence de comptes déposés ou visibles :

La législation commerciale (L. 232-25 du code de commerce) concernant le dépôt des comptes au greffe prévoit une clause de confidentialité auxquelles sont exclues les filiales de grands groupes tels WKN GmbH, filiale du groupe PNE AG coté en bourse, en particulier qui en contrôlent la totalité du capital. Pourquoi WKN France, l'opérateur, a-t-il décidé d'appliquer une clause de confidentialité non justifiée?

Question n°2

On peut formuler l'hypothèse que le profil comptable de la SASu de la Côte des Moulins sera, après une supposée autorisation d'exploiter, voisin de toutes les SASu de parcs en instruction figurant au fichier joint « parc_eolien_de_la_cote_des_moulins ». En effet, le Kbis de la SASu en pièce jointe datée du 25 octobre 2022 indique une continuité d'activité en date du 30 juin 2017.

Si la SASu se trouve en capitaux propres négatifs, le fait d'appliquer la clause de confidentialité n'est-il pas un facteur aggravant destiné à empêcher les tiers de se renseigner sur sa situation financière réelle?

Question n°3

Le seul établissement du Val à Vignory en Haute-Marne semble non inscrit siret 814 633 129 00022. Cela est-il normal ?

Question n°4

Le capital social de la SASu est fixé à 100 € pour un parc éolien . Est-il normal d'afficher 100 € pour financer 10 millions d'euros d'investissements minimum (5 éoliennes à 2 M€) ?

Question n°5

Les comptes 2021 n'ont pas été déposés depuis le 26/10/2022. Une prorogation du délai de réunion de l'AG chargée d'approuver les comptes jusqu'au 30/9/2022 a été ordonnée par M. le Président du Tribunal de Commerce en date du 5/7/2022. Que se passe-t-il avec les comptes de cette société ?

Question n°6

Le Kbis présenté dans la description de la demande (volet 3b) date du 7 novembre 2019. Quelles anomalies la SASu de la Côte des Moulins tenteraient-elle de cacher en ne présentant pas un Kbis de 2022 ?

Question n°7

La SASu présente le montant des garanties financières pages 38 et 39 du même volet 3b en les faisant passer pour des provisions pour démantèlement. Est-ce normal ?

Question n°8

Maîtrise d'oeuvre et maîtrise d'ouvrage page 37 du volet 3b :

Le maître d'ouvrage est connu, la SASu de la Côte des Moulins, mais qu'en est-il du maître d'oeuvre ? S'ils appartiennent au même groupe, n'y aura-t-il pas conflit d'intérêt.

Question n°9

Page 37 du volet 3b : « Le choix des aérogénérateurs est réalisé principalement en fonction des critères techniques de vent ».

Comment se fait-il que les parcs éoliens développés par WKN utilisent tous des éoliennes Nordex de même référence?

Parcs français en exploitation développés par WKN:

Longèves (Charentes maritime) 3 Nordex N117 SASu PE de Longèves

Sommette-Eaucourt (Aisne) 9 Nordex N117 SASu PE de Tournevent du COS

Darmannes-Riauourt (Haute-Marne) 5 Nordex N117 PE de Darmannes-Riauourt

Question n°10

Démantèlement paragraphe III

Les parcs éoliens exploités par WKN GmbH ne provisionnent pas le démantèlement : comment par cet exemple le pétitionnaire peut-il garantir le démantèlement avec le montant des coûts exposés dans ce paragraphe ?

Question n°11

Chiffre d'affaires paragraphes 5-1 et 5-2

Une erreur semble s'être glissée dans le calcul du chiffre d'affaires du pétitionnaire. Est-il possible d'avoir le bon chiffre ?

Question n°12

Frais financiers paragraphe 5-3

Est-il possible d'avoir la source et les conditions du prêt, le montant de 2,75 % paraissant peu commercial ?

Question n°13

paragraphes 5-3 et 5-4

Le mode d'exploitation du pétitionnaire n'est-il pas du mode Mackinsey ?

Question n°14

Subventions et services paragraphe 5-5

Pourquoi n'y a-t-il aucune mention de poste de subventions et de revenus de services dans le plan d'affaires ?

Question n°15

Lendosphère paragraphe VI

Comme le montrent les comptes, comment peut-on confier les prêts participatifs du pétitionnaire à une société en situation de faillite?

Question n°16

La situation de Lendosphère n'est-elle pas en situation de constituer des abus de confiance et de provoquer des troubles à l'ordre public ?

Question n°17

De même WKN France est sous capitalisée depuis longtemps. Recapitalisée en 2019, WKN France est obligée à nouveau de déclarer au greffe de Nantes en 2021 la poursuite de ses activités malgré des capitaux propres négatifs. WKN GmbH, sa maison mère, n'est-elle pas elle-même en difficulté au point de ne pouvoir remettre à flot WKN France de manière à rassurer les tiers et les autorités françaises afin de concrétiser ses bonnes paroles financières présentées dans le volet 3b en référence?

I Le dépôt des comptes au greffe

Les sociétés par actions (SA, SAS, SASU), les SARL, les EURL, certaines SNC et certaines SCS (Société en Commandite Simple) doivent, chaque année, déposer au greffe du tribunal de commerce dont elles relèvent différents documents concernant les comptes de l'exercice écoulé.

Ces documents sont les suivants :

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe),
La proposition d'affectation du résultat et la résolution votée,
Le rapport du conseil de surveillance (pour les SA à directoire et conseil de surveillance, et les SCA), le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes, et le cas échéant, les comptes consolidés et le rapport des commissaires aux comptes sur ceux-ci..
Le dépôt des comptes doit s'effectuer dans le mois qui suit l'assemblée statuant sur l'approbation des comptes pour les dépôts au greffe.
Ce délai est porté à deux mois en cas de dépôt électronique.

Une fois déposés, les comptes annuels sont rendus publics. Plus exactement, ils sont mis à la disposition de toute personne qui en fait la demande. Toutefois, certaines sociétés peuvent demander une dispense de publication de leurs comptes sociaux. Elles doivent, pour cela, remplir plusieurs conditions.

Seules les sociétés qui entrent dans la catégorie des micro-entreprises ou des petites entreprises peuvent demander à ce que leurs comptes ne soient pas rendus publics. Pour les sociétés qui n'entrent pas dans la catégorie des micro-entreprises mais qui entrent dans la catégorie des petites entreprises, la confidentialité se limite au compte de résultat.

Une micro-entreprise est une société qui ne dépasse pas, à la clôture d'un exercice, deux des trois seuils suivants :

Total du bilan : 350 000 €,
Chiffre d'affaires net hors taxes : 700 000 €,
Nombre moyen de salariés : 10.
Une petite société ne dépasse pas, quant à elle, deux des trois seuils suivants :

Total du bilan : 4 millions d'€,
Chiffre d'affaires net hors taxes : 8 millions d'€,
Nombre moyen de salariés : 50.
Voici un tableau récapitulatif des conditions à remplir et des mesures de confidentialité applicables :

Exceptions au droit d'user de la confidentialité des comptes

Une société peut-elle être exclue du bénéfice de cette mesure du seul fait qu'elle détient des filiales et participations ?

Le Comité de coordination du registre du commerce et des sociétés a répondu par la négative pour la mesure de confidentialité des comptes annuels des micro-entreprises : la détention de filiale ou participations, qui consiste à détenir une fraction du capital d'une société, doit être distinguée de l'activité de gestion des titres de participations et de valeurs mobilières en tant que telle, laquelle peut, par exemple, être exercée par une société de gestion de portefeuille ; l'activité de gestion ne suppose ni n'empêche de détenir les titres ou valeurs sous gestion. La société n'est donc exclue du bénéfice de la mesure que si elle se livre, à titre exclusif ou non, à une activité de simple gestion des titres ou valeurs.

2. Les sociétés répondant à la définition des petites entreprises (sociétés ne dépassant pas deux des trois seuils suivants : 4 millions d'euros de total de bilan ; 8 millions d'euros de chiffre d'affaires net ; 50 salariés employés) peuvent demander que leur compte de résultat ne soit pas rendu public, sauf si elles appartiennent à un groupe au sens de l'article L 233-16 du Code de commerce (C. com. art. L 232-25, al. 2).

Le Comité estime qu'une petite entreprise ne peut pas bénéficier de cette mesure lorsque la détention du capital d'une autre société la conduit à exercer un contrôle sur celle-ci au sens de l'article L 233-16 (contrôle exclusif résultant notamment de la détention de la majorité des droits de vote dans l'autre société ; contrôle conjoint résultant du partage du contrôle de l'autre société exploitée en commun par un nombre limité d'associés), ce qui entraîne l'appartenance de l'entreprise à un groupe.

A noter : Une société étant qualifiée de filiale dès lors que plus de la moitié de son capital est détenue par une autre (C. com. art. L 233-1), cette dernière exerce alors un contrôle exclusif sur la filiale au sens de l'article L 233-16 et ne peut donc pas opter pour la confidentialité de son compte de résultat si elle constitue une petite entreprise. La précision ci-dessus concernant l'appartenance à un groupe vaut également pour la mesure autorisant, depuis la loi du 22 mai 2019 (loi Pacte), les entreprises moyennes à demander la publication d'une présentation simplifiée de leur bilan et de leur annexe puisque les sociétés appartenant à un groupe sont pareillement exclues du bénéfice de cette mesure (art. L 232-25, al. 3 ; BRDA 10/19 inf. 10 n° 4).

Pour en savoir plus sur cette question : voir Mémento Sociétés Commerciales n° 76806 s.

Les risques liés au défaut de dépôt des comptes annuels

L'entreprise qui ne procède pas au dépôt de ses comptes reçoit généralement une relance dans les mois qui suivent la date à laquelle elle aurait dû réaliser le dépôt. Le président du tribunal de commerce peut également adresser une injonction de déposer les comptes aux dirigeants sociaux.

Le défaut de dépôt des comptes est punissable d'une amende de 1 500 euros pouvant être portée à 3 000 euros en cas de récidive.

Lorsque la société ne dépose pas ses comptes, tout intéressé ou le ministère public peut demander au président du tribunal de commerce :

D'enjoindre sous astreinte aux dirigeants sociaux de procéder au dépôt de ces documents,
Ou de désigner un mandataire chargé d'effectuer ce dépôt.

Enfin, un risque plus important concerne les entreprises qui ne respectent pas cette obligation et qui sont en difficultés financières. Les partenaires de l'entreprise qui subiraient un préjudice peuvent tenter de mettre en cause la responsabilité personnelle des dirigeants sociaux de l'entreprise.

II Dissolution de sociétés

Si le gérant (ou le commissaire aux comptes) d'une SARL n'a pas provoqué une décision des associés ou si ces derniers n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société (voir art. L 223-42, al. 4 et R 210-15).

Cette même sanction vaut également pour les sociétés par actions. Ainsi, tout intéressé pourra demander au tribunal de commerce la dissolution de la société (SA, SCA, SAS), à défaut de décision collective ou de réunion de l'assemblée générale extraordinaire comme dans le cas où celle-ci n'aurait pu délibérer valablement (art. L 225-248, al. 4 et R 210-15).

Le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour procéder à la consultation des associés ou actionnaires. En tout état de cause, il ne peut pas prononcer la dissolution de la société si, le jour où il statue sur le fond, cette consultation a eu lieu (art. L 223-42, al. 4 et L 225-248, al. 4).

Mais la seule qualité de créancier de la société n'est pas suffisante pour caractériser l'intérêt exigé par la loi à l'appui d'une demande en dissolution (CA Paris 18-2-1994, n° 91-024474).

Cette disposition est d'ordre public. Si aucune régularisation n'a eu lieu dans les 4 mois ou dans les 6 mois de délai de grâce accordé éventuellement par le juge pour régulariser, le juge n'a pas d'autre pouvoir d'appréciation et doit prononcer la dissolution; la sanction de la dissolution n'est pas exclusive de la possibilité de mettre en cause la responsabilité civile des dirigeants de la société concernée.

III Démantèlement

On ne peut INDEFINIMENT confondre une garantie, que la DREAL étend par erreur au seul démantèlement, pour des montants variables , de l'ordre de 65 000 € TTC par éolienne , avec la provision comptable que toute société commerciale doit souscrire pour assurer la paiement d'une DETTE FUTURE ET CERTAINE : le démantèlement.

La garantie, caution fournie par une banque, figure normalement dans le hors bilan.

La présence de ces provisions de démantèlement, puisqu'elles sont certaines, est OBLIGATOIRE dans le bilan, comme le voudrait la régularité des comptes. Leur montant global est évalué aux environs de 500 000€ TTC par éolienne. Ce chiffre bien entendu dépend de sa puissance et du volume de béton ferrailé constituant son socle qui doit être entièrement enlevé et remplacé par des

terres équivalente à l'encaissement, couche par couche. Ce chiffre ne tient pas compte du démontage du poste de connexion électrique, des chemins de câbles ni des aires de services, des chemins d'accès dont une partie doit s'ajouter aux 500 K€ à proportion du nombre d'aérogénérateurs du parc.

Je mets au défi vos services de produire un calcul détaillé contradictoire sur le modèle que nous avons réalisé avec M. Jacques RICOUR pour le blog du collectif Énergie et Vérité à l'adresse <https://www.energieverite.com/post/d%C3%A9mant%C3%A8lement-des-%C3%A9oliennes-terrestres-en-france-contraintes-et-perspectives> en précisant les coûts observés pour chaque poste.

L'absence de provisions pour démantèlement ou sa sous-évaluation constitue un compte non sincère.

Ainsi pour les deux parcs se trouvant sous l'autorité de WKN Gmbh en 2018, nous observons dans les comptes fournis les chiffres suivant :

Nom SASu du parc	Nbre éoliennes	Dpt	Dotation aux provisions	Provisions pour charges	Exercice
Longèves	3	Charentes Mar	0	0	2016
Tournevent du Cos	9	Aisne	0	450 K€	2018

Pour la SASu Tourneventdu Cos, le montant de 450 K€ correspond à la garantie financière de 50K€ par éolienne qui n'est pas la provision pour démantèlement qui ressort à 0 pour les deux SASu.

IV WKN Gmbh

Comme présenté dans le dossier général, la SASu de la Côte des Moulins, le pétitionnaire, est filiale directe à 100 % de la société allemande WKN Gmbh, anciennement WKN AG. WKN Gmbh sera en même temps l'installateur et l'opérateur futur du pétitionnaire. WKN Gmbh, initialement indépendante, a été rachetée par la société cotée en bourse de Francfort PNE AG.

WKN Gmbh a un modèle économique de « chasseur-cueilleur », c'est à dire que sitôt l'autorisation obtenue, WKN Gmbh vend sur plan ou bien fait construire et vend après.

Nous avons donc un profil d'exploitation du parc où aucun service n'est imaginable sur le sol français sauf une filiale de Nordex ou de WKN Gmbh qui effectue sur place la maintenance de 1^{er} niveau. Tous les autres services correspondent à des équipes parachutées.

Il en ressort que la facturation de ces services internes au groupe VKN Gmbh ou au consortium nordex-vkn et y compris les frais financiers peut être largement sur-dimensionnée permettant d'évacuer vers l'Allemagne toute la marge brute en positionnant les bénéfices avant impôts à 0.

Ce mécanisme, on peut le voir dans les liasses fiscales des parcs vendus, fonctionne avec les groupes extérieurs à VKN ou PNE et surtout avec les sociétés de placement financier signalées dans le dossier comme Quaero ou John Laing qui n'ont aucun moyen technique sous la main.

V Le plan d'affaires de la SASu PE de la Côte des Moulins

Le plan d'affaire se présente sous la forme d'un fichier excel sur 20 ans.

Nous considérons cette durée peu compatible avec la durée de vie exploitable des équipements dont le coût de maintenance augmente avec l'âge et avec les incertitudes des prix de l'électricité sur le long terme. On peut comprendre cette projection s'il s'agit de rassurer une autorité publique sur la solidité supposée du plan d'affaires.

1°) Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaire est fondé sur un prix de MWh évoluant de 55 € à 59,4 € en fin de période.

Ce prix du MWh laisse penser que le pétitionnaire utilise les appels d'offre de la CRE. Hors ce prix garanti ne mentionne pas les subventions qui lui sont associées c'est à dire un prix garanti de 85 €/MWh qui comprend donc 30 €/MWh de subventions. Hors les subventions correspondantes ne figurent pas dans les recettes.

On s'étonne par ailleurs que le pétitionnaire ne décide pas de vendre son électricité sur les marchés spot dont les prix actuels oscillent entre 200 et 400 €/MWh.

Pour ce qui concerne les subventions, et s'agissant d'une vente sur appel d'offre, sans stipulation contraire, on devrait voir apparaître une ligne subvention à raison de 30 €/MWh dans les revenus du parc.

2°) Le productible

Il est indiqué, pour 5 Nordex de 2 MW à l'origine réduites à 4 (suppression de l'éolienne E4) soit 8 MW, un productible de 36,6 MWh/an.

Or, la production en heures à l'année ressort à 1840 heures (24h x 365j x 21%). Cela donne pour 8 MW, c'est à dire 14,7 MWh/an soit 60% de ce qui est déclaré ! 36,6 Mwh/an correspond à une puissance installée de 20 MW soit 10 éoliennes classiques de 2 MW.

Le fichier excel du plan d'affaires résulte donc d'un copié-collé d'un autre parc !

Les remarques suivantes resteront valables sur la base de 10 éoliennes dans la mesure où on ne s'intéresse qu'à du qualitatif et non à du quantitatif.

3°) Les frais financiers

Il est indiqué que les frais financiers se montent à 2,75 %/an sur 20 ans pour un investissement de 19,9 millions d'euros (rappelons qu'il s'agit de chiffres hors taxes) soit 2 millions HT par éolienne pour un parc de 10 éoliennes.

Le taux précisé de 2,75 % ne représente pas, même maintenant que les taux augmentent, la réalité qui resterait inférieure à 1 %. On comprend dès lors que cette sur facturation de frais financier par WKN Gmh ou sa banque affiliée) ne sert qu'à faire remonter la marge brute dégagée vers WKN Gmbh et PNE AG (convention de remontée des bénéfices).

Le montant de ce qui est déclaré comme « charges financières » est supposé, bien que ce soit pas précisé, résulter du remboursement du principal et des intérêts de 2,75 %. Or le remboursement du

principal de 19,9 millions sur 2 ans fait approximativement 1 million d'euros par an et les intérêts devraient représenter 275 000 €/an sur la base de 2,75%.
On a là une véritable incertitude sur la nature et le contenu de cette ligne.

4°) Les frais d'exploitation

Les frais d'exploitation sont ceux de WKN GmbH et Nordex faisant remonter des flux financiers vers l'Allemagne.
C'est le système Mackinsey.

5°) Les subventions et services

En dehors des subventions sur la vente des MWh, l'existence d'une participation du public au développement du parc par la société Lendosphere donne droit au parc de la SASu de la Côte des Moulins à une subvention forfaitaire de 2,5 €/MWh produit et vendu.
Cette subvention ne figure pas dans le plan d'affaires dans un supposé poste « subventions » des revenus de la SASu.

Enfin, la production d'électricité vendue sur les marchés d'électricité donne accès aux services des marchés dérivés de l'électricité. D'après le rapport annuel d'EPEX SPOT de 2019, pour 1 MWh de produit nous avons sur SPOT 7 MWh de produits dérivés.
Aucun chiffre d'affaires de produits dérivés ne figure à un poste supposé « vente de services » des revenus de la SASu.

VI LENDOSPHERE

Lendosphere est une SAS domiciliée - 7 rue Taylor, 75010 Paris RCS Paris 805 178 860
Conseiller en Investissements Participatifs - enregistrement à l'ORIAS n°14006560
Lendosphere est partenaire de Lemon Way
Etablissement de paiement agréé par l'ACPR n°16568J.

C'est une filiale de la SAS Capucines Capital Partners (Code Siren : 519085724).

Date de création Créée le 09/10/2014
Derniers statuts à jour+ de détails
Capital Social 30 000 €
SIREN805 178 860
code APE 7022Z / Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion

Annonces légales

09/12/2021

Modification survenue sur l'adresse du siège, l'adresse de l'établissement et l'administration

Entreprise(s) émettrice(s) de l'annonce
Dénomination : LENDOSPHERE
Code Siren : 805178860
Forme juridique : Société par actions simplifiée

Mandataires sociaux : Président partant : Blais, Amaury ; nomination du Président : CAPUCINES CAPITAL PARTNERS ; nomination du Directeur général : Blais, Amaury
Capital : 30 000,00 €
Annonce légale publiée dans le Bodacc n°20210239 du 09/12/2021

24/11/2021

Mouvement des Dirigeants, modification de l'adresse du siège social

Source :

Dénomination : LENDOSPHERE. Siren : 805178860. LENDOSPHERE SAS au capital de 30.000 € Siège social : 61 Quai de Valmy 75010 Paris 805 178 860 RCS Paris Aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 23/11/2021, il a été décidé : de transférer le siège social au 7 rue Taylor 75010 Paris, De nommer en qualité de Président, la société CAPUCINES CAPITAL PARTNERS, SAS dont le siège social se situe 94 rue de la Victoire 75009 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le N° 519 085 724, en remplacement de Mr Amaury BLAIS démissionnaire, Aux termes de la Réunion du Comité stratégique en date du 23/11/2021, il a été décidé de nommer en qualité de Directeur Général, Mr Amaury BLAIS, demeurant 61 Quai de Valmy 75010 Paris..

Mandataires sociaux : Nomination de Ste CAPUCINES CAPITAL PARTNERS (Président), démission de M Amaury BLAIS (Président), nomination de M Amaury BLAIS (Directeur Général)

Date de prise d'effet : 23/11/2021

Ancienne adresse : 61 quai De Valmy 75010 PARIS 10

Nouvelle adresse : 7 Rue Taylor 75010 PARIS 10

Annonce publiée dans Affiches-parisiennes.com n°99876 du 24/11/2021

09/10/2020

Transmission Universelle du Patrimoine

Source :

Descriptif : LENDOSPHERE BC Société par actions simplifiée à associé unique Au capital de 1.000 euros Siège social : 61, quai de Valmy 75010 Paris 811 880 350 RCS Paris L'Associé unique a pris la décision suivante en date du 2 octobre 2020 : dissolution sans liquidation qui entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société LENDOSPHERE BC à la Société LENDOSPHERE, SAS au capital de 30.000 euros, siège social 61, quai de Valmy, 75010 Paris, RCS Paris 805 178 860, Associée unique, par application de l'article 1844-5 al. 3 du Code civil, à l'issue du délai d'opposition qui est de 30 jours à compter de cette parution. Mention au RCS de Paris. V0711853

Dénomination : LENDOSPHERE BC

Type d'établissement : Société par actions simplifiée (SAS)

Code Siren : 811880350

Adresse : 61 Quai De Valmy 75010 PARIS 10

Capital : 1 000.00 €

Information de cession :

Dénomination : LENDOSPHERE

Type d'établissement : Société par actions simplifiée (SAS)

Code Siren : 805178860

Capital : 30 000.00 €

Lendosphere a donc fait l'objet en 2020 d'une reprise par Capucines Capital Partners après dissolution sans liquidation de Lendosphere BC à la même adresse.

L'historique du parc éolien de la Côte des Moulins se trouve sur :

<https://www.lendosphere.com/les-projets/projet-eolien-de-la-cote-des-moulins-a-vignory-mi>

A ce jour, de début novembre 2022, Lendosphere a recueilli plus de 70 000 euros de participations financières des habitants du voisinage.

Nous apprenons sur cette page que WKN France recevra le montant du prêt participatif de plus de 70 000 € d'objectif, ayant atteint au bouclage 92 080€ avec 118 contributeurs. Or nous constatons dans les pièces jointes « [comptes_wkn_france.pdf](#) » et « [parc eolien de la cote des moulins.pdf](#) » page 46 que WKN France a des capitaux propres négatifs à hauteur de -834 284 € dans ses comptes de fin décembre 2021.

WKN France peut donc être considérée comme en situation de faillite courant 2022 (elle l'était déjà en 2017) et on se demande comment une société de conseil en prêts participatifs agréée par l'ORIAS peut accepter de s'engager avec une société en difficulté?

Synthèse des observations du plan d'affaires

Ce plan d'affaires repose sur des hypothèses erronées, le nombre d'éoliennes, et sur des situations comptables entraînant des perspectives de comptes non réguliers et non sincères.

OBSERVATIONS FINALES

Parmi les questions posées, certaines relèvent de questions pouvant être pénales, d'autres d'abus financiers dont certains aux dépends de l'État, d'autres aux dépends des contribuables, d'autres encore d'abus de confiance et enfin de certains de risques à terme de troubles à l'ordre public.

J'espère Monsieur le Commissaire Enquêteur que votre sagesse vous conduira, dans vos conclusions, à recommander à Madame la préfète de la Haute-Marne de ne pas autoriser le pétitionnaire à exploiter le parc éolien de la Côte des Moulins.